

EMBARGO: NE PAS PUBLIER AVANT
1000 GMT 2 MAI 2002

RAPPORT ANNUEL 2002 – Chapitre II – Évolution du commerce mondial

1. Principales caractéristiques

Le ralentissement largement anticipé de la production et du commerce au niveau mondial aura en définitive été beaucoup plus accentué que la plupart des observateurs ne l'avaient prévu au début de l'année 2001. La production mondiale n'a crû que très faiblement et les échanges internationaux ont quelque peu diminué, ce qui a offert un contraste frappant avec l'année précédente, marqué par une croissance exceptionnelle des échanges comme de la production.

Les variations trimestrielles d'une année sur l'autre illustrent bien mieux que les variations annuelles moyennes des échanges internationaux et de la production mondiale la gravité de la récession intervenue au cours de l'année. Au quatrième trimestre, la production des pays membres de l'OCDE n'a pas progressé par rapport au niveau de la période correspondante de l'année précédente et le commerce des biens et services a accusé un recul de 7%.

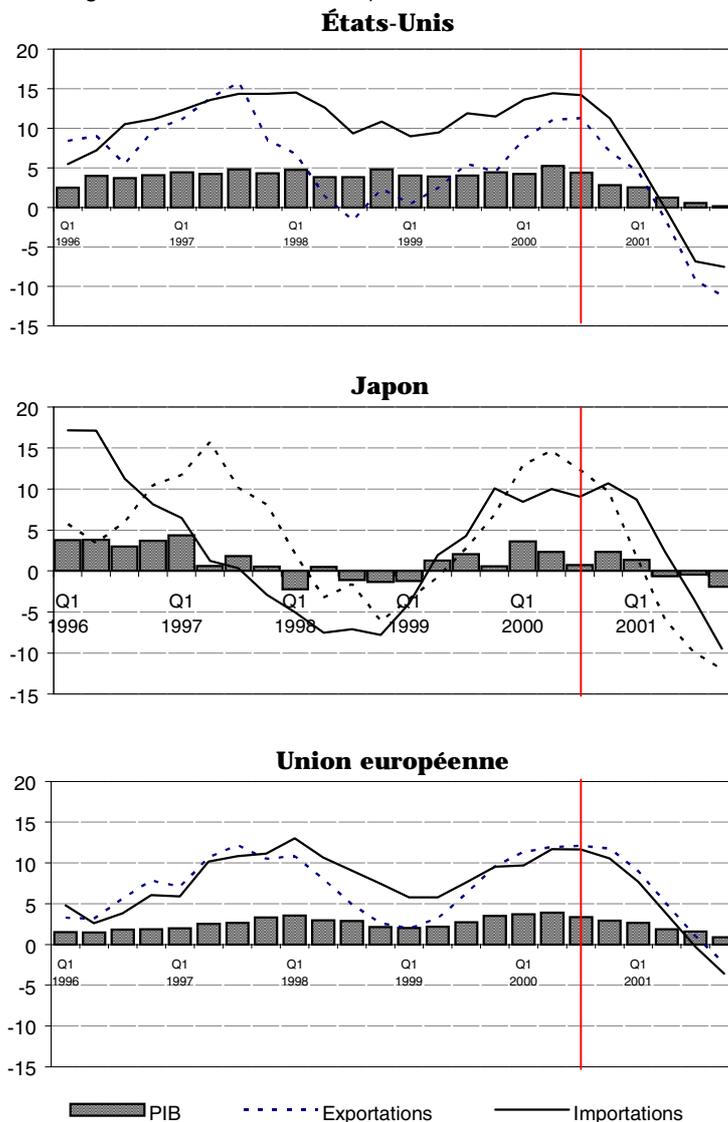
L'un des aspects marquants du récent affaiblissement de l'activité économique mondiale est le ralentissement presque simultané qu'ont connu les trois principales économies à compter du troisième trimestre de 2000. Contrairement à ce qui s'était produit entre les premiers trimestres de 1998 et 2000, période pendant laquelle les importations des États-Unis et de l'Union européenne avaient poursuivi leur rapide expansion malgré le net fléchissement des exportations, stimulant par là la reprise asiatique, les exportations et les importations de ces deux économies ont subi une décélération presque en parallèle depuis l'automne 2000. En ce qui concerne le Japon, le fléchissement des importations a commencé un peu plus tard que sur les deux autres marchés, mais il a été aussi marqué qu'aux États-Unis pendant le deuxième semestre de 2001.

Trois facteurs contribuent à expliquer que le ralentissement a été plus sensible que prévu: l'éclatement de la bulle des technologies de l'information à l'échelle mondiale, la faiblesse de l'activité en Europe occidentale et, dans une mesure nettement moindre, les événements du 11 septembre.

Graphique II.1

Diminution simultanée du commerce et de la production sur les principaux marchés, 1996-2001

(Variation en pourcentage d'une année sur l'autre)



L'éclatement de la bulle des technologies de l'information a provoqué une contraction des investissements dans ce secteur et contribué au tassement, l'an dernier, des dépenses d'équipement totales des pays développés, qui tranchait avec la croissance soutenue des investissements enregistrée les années précédentes. La réduction des investissements dans les technologies de l'information, conjuguée au moindre dynamisme de la consommation par les particuliers de produits issus de ces technologies, s'est traduite par un fléchissement du commerce international du matériel de bureau et de télécommunication dont ont fortement pâti les pays asiatiques qui s'étaient spécialisés dans la production et le commerce de ces catégories de produits. Ces pays qui, pour beaucoup, étaient ceux qui avaient affiché la croissance économique la plus rapide et les performances commerciales les plus remarquables dans les années 90, ont été durement touchés. Certains d'entre eux ont enregistré leurs plus mauvais résultats en matière de production des 30 dernières années.

La faiblesse de la croissance en Europe occidentale - seule région comptant pour plus d'un tiers dans le commerce mondial - tient en grande partie à des facteurs intérieurs et ne devrait pas être attribuée à la réduction de la demande aux États-Unis ou au niveau mondial. En 2001, la progression

de la demande intérieure dans la zone euro a été encore plus modeste que celle des États-Unis, et les exportations des États-Unis à destination de l'Europe occidentale ont accusé une plus forte baisse que leurs importations en provenance de cette région. De fait, l'excédent global de la balance des échanges de biens et de services de l'UE a augmenté l'an dernier, et le PIB des deux économies de l'UE ayant les liens économiques les plus étroits avec les États-Unis, à savoir l'Irlande et le Royaume-Uni, a enregistré en 2001 une croissance nettement supérieure à la moyenne pour l'UE.

Les événements tragiques du 11 septembre ont entamé davantage la confiance déjà fragile des consommateurs et des entreprises, fait baisser temporairement les cours boursiers, eu à court terme un effet déstabilisateur sur les importations de marchandises des États-Unis et provoqué une diminution des transports aériens au cours du quatrième trimestre. S'agissant du commerce, la répercussion majeure des événements du 11 septembre est le coup porté aux transports aériens et au tourisme qui en est tributaire. Les économies des pays des Caraïbes, qui tirent souvent du tourisme plus du tiers de leurs recettes totales en devises, risquent de figurer parmi les plus durement touchées par les attaques terroristes.

Malgré l'affaiblissement de l'économie mondiale observé en 2001, certaines régions et certains pays ont connu une forte expansion de leurs échanges et de leur production. La croissance économique proche de 5% affichée par les économies en transition a contribué à la croissance à deux chiffres des importations régionales. L'augmentation des apports d'IED et la hausse substantielle des recettes provenant des exportations de combustibles enregistrée ces dernières années figurent parmi les éléments majeurs qui ont valu aux pays en transition d'être les nations commerçantes les plus dynamiques de 2001. L'accroissement notable des recettes d'exportation des pays exportateurs de combustibles intervenu en 2000 et 2001 a également soutenu la production et les importations en Afrique et au Moyen-Orient, deux régions où la production s'est accrue d'au moins 3%. Les exportations et la production des trois régions précitées ayant moins souffert de l'éclatement de la bulle des technologies de l'information, leurs importations ont atténué quelque peu le ralentissement du commerce mondial, l'an dernier.

Bien que la faiblesse de ses principaux marchés d'exportation ait freiné l'expansion de son commerce, la Chine a néanmoins enregistré une croissance remarquable de ses importations comme de ses exportations. L'essor supérieur à la moyenne qu'elle a connu aussi bien pendant les années d'essor que pendant les années de baisse des échanges internationaux s'est traduit par une augmentation régulière de sa part dans le commerce mondial. En 2001, s'agissant de la valeur en dollars des importations (et des exportations) de marchandises, la Chine a surpassé le Moyen-Orient, l'Afrique ou l'Amérique latine, si l'on fait abstraction du Mexique.

Les mouvements internationaux de capitaux, et notamment les flux d'IED qui avaient soutenu la vigoureuse expansion du commerce pendant la seconde moitié des années 90, ont diminué en 2001. Cette diminution tient en grande partie à la chute des cours boursiers, laquelle a mis un terme à la vague de fusions et acquisitions qui, ces dernières années, avait gonflé la valeur de transaction des flux d'IED, en particulier dans les pays industriels.

Selon les estimations de la Banque mondiale, les apports nets de capitaux à long terme aux pays en développement ont diminué en 2001 pour la quatrième année consécutive. Cette baisse, qui est intervenue malgré un accroissement modeste des prêts publics et des flux d'IED, s'explique par le remboursement de crédits bancaires et une réduction des nouvelles obligations et des investissements de portefeuille.

Les apports nets de capitaux aux pays en développement en tant que groupe masquent de fortes disparités entre les régions. Les pays en développement de l'Asie de l'Est (principalement les nouvelles économies industrialisées et la Chine) enregistrent depuis 1998 un important excédent des comptes courants, qui est supérieur aux déficits courants de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie du Sud. De fait, les économies nettes dégagées par le Japon et les pays en développement de l'Asie de

L'Est sont la principale source de financement des deux régions accusant les plus gros déficits, à savoir les États-Unis et l'Amérique latine.

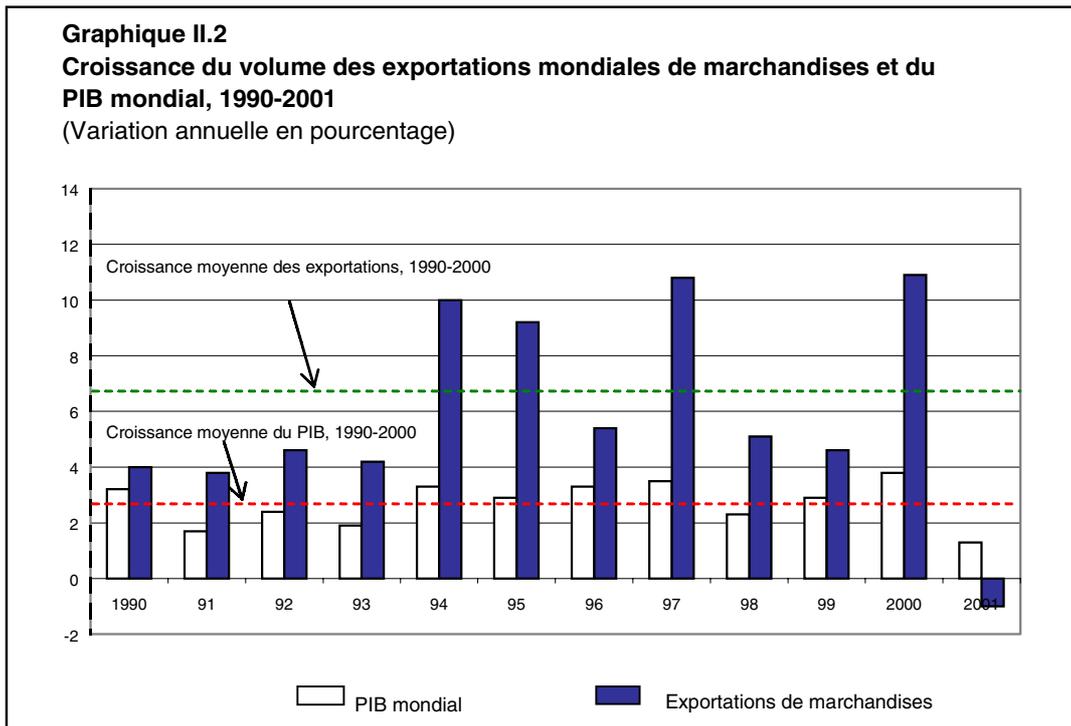
L'attrait des États-Unis pour les investisseurs a été une fois encore suffisamment fort pour financer le déficit des comptes courants de ce pays, qui est resté supérieur à 400 milliards de dollars EU, et pour doper le dollar, lequel s'est encore apprécié en 2001, corrigé de l'inflation et pondéré en fonction des échanges. Depuis 1995, le taux de change effectif réel de la monnaie des États-Unis s'est apprécié de plus d'un tiers.

C'est cette appréciation générale du dollar EU qui, conjuguée à des taux d'inflation intérieurs modérés, a provoqué une chute des prix en dollars dans le commerce international. Depuis 1996, les prix des produits manufacturés faisant l'objet d'échanges internationaux n'ont cessé de diminuer et, en 2001, ils étaient encore inférieurs de plus d'un quart à leur niveau de 1995. S'agissant des produits de base autres que les combustibles, la baisse cumulée des prix est analogue à celle des produits manufacturés et elle a été presque aussi régulière au cours des six dernières années. En revanche, les prix du pétrole ont enregistré au cours des six dernières années d'importantes variations en moyenne annuelle et, malgré leur baisse en 2001, ils restaient supérieurs de plus de 40% en moyenne à leur niveau de 1995. La fermeté des prix pétroliers ces trois dernières années a joué un rôle majeur dans la vigoureuse croissance du PIB et dans la forte progression des importations des régions et pays exportateurs de pétrole observées en 2001. Il faut noter aussi que la demande globale d'importations de pétrole et d'autres combustibles n'a pas diminué de façon sensible. Aux États-Unis en particulier, les importations de pétrole ont continué d'augmenter en valeur réelle en 2001.

Le lancement réussi du programme de Doha après les événements du 11 septembre et l'acceptation par la Conférence ministérielle de quatre nouveaux Membres ont montré clairement que le système commercial multilatéral fonctionnait pleinement, que la suppression des obstacles au commerce se poursuivait et que les pays Membres souhaitaient ouvrir davantage leurs économies et entendaient que le commerce international soit régi par des règles convenues au niveau multilatéral. Si la réunion de Doha a contribué à rétablir la confiance ébranlée des consommateurs et des entreprises, il n'est pas sûr qu'elle ait des incidences immédiates sur les courants d'échanges car les agents économiques ont besoin de temps pour s'adapter aux nouvelles possibilités qui s'offrent. Par ailleurs, les engagements de portée plus limitée pris par les pays industriels en vue d'accorder un accès en franchise de droits et sans contingents aux produits de la totalité ou de la plupart des pays les moins avancés (PMA) au travers de l'initiative "Tout sauf les armes" de l'UE et de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA) adoptée par les États-Unis ont sans doute déjà soutenu les exportations des différents pays en 2001, mais il est encore trop tôt pour faire une analyse objective de la réelle incidence de ces initiatives de politique commerciale. Toutefois, il est encourageant de constater que certains des pays d'Afrique bénéficiaires de l'AGOA ont enregistré une hausse sensible de leurs exportations à destination des États-Unis par rapport à l'année précédente malgré l'affaiblissement de la demande aux États-Unis et la contraction des importations totales de ces derniers.

2. Évolution du commerce de marchandises et de la production

En ce qui concerne la production et le commerce au niveau mondial, le contraste entre les années 2000 et 2001 pourrait difficilement être plus frappant. Alors que l'année 2000 avait été marquée par la plus forte croissance du commerce et de la production de la dernière décennie, l'année 2001 a vu le plus faible accroissement de la production depuis plus de 20 ans de même qu'une diminution des courants d'échanges. En 2000, la croissance de la production avait été soutenue non seulement à l'échelle du monde mais aussi dans toutes les grandes régions géographiques tandis qu'en 2001, l'expansion du commerce et de la production a considérablement varié selon les régions.



Selon les estimations, le volume des exportations mondiales de marchandises a diminué de 1% en 2001 après avoir augmenté de 11% en 2000. Quant au PIB mondial, il aurait progressé d'un

peu plus de 1% en 2001 après avoir enregistré une hausse de près de 4% l'année précédente. Les estimations trimestrielles font apparaître un recul ininterrompu des échanges (après correction des variations saisonnières) du troisième trimestre de 2000 au quatrième trimestre de 2001, époque où l'on a retrouvé les niveaux d'échanges du quatrième trimestre de 1999. Les données du quatrième trimestre de 2001 relatives aux pays de l'OCDE n'indiquaient par que cette contraction des échanges avait cessé. Cela n'est guère surprenant si l'on considère que la croissance du PIB mondial reste faible et en particulier que les niveaux de stocks ont fortement chuté dans les pays de l'OCDE, ce qui a encore accentué la baisse du volume des importations.

La stagnation des dépenses d'équipement dans les pays de l'OCDE a été l'une des caractéristiques marquantes du ralentissement de l'activité économique mondiale intervenu en 2001. Alors que, dans la deuxième moitié des années 90, la croissance des investissements était supérieure à celle de la consommation, en 2001, ce sont les investissements qui, avec la chute des dépenses d'équipement dans le secteur des technologies de l'information, constituent le principal facteur du ralentissement économique mondial. Bien que la croissance de la consommation privée et des dépenses publiques ait elle aussi été plus lente, ces composantes de la demande ont néanmoins progressé de 2 à 2,5% dans les pays développés. Alors que les investissements représentent une part beaucoup plus faible du PIB que la consommation, le ralentissement de la croissance du PIB dans les pays développés leur est imputable pour plus de moitié. La diminution de la formation de capital fixe et la forte chute des stocks¹ sont les deux facteurs qui ont lourdement pesé sur les courants d'échanges mondiaux en 2001.

L'éclatement de la bulle des technologies de l'information a été pour beaucoup dans le recul des investissements. Faute de disposer actuellement de données détaillées relatives aux dépenses d'équipement, on ne peut que recourir aux statistiques industrielles pour montrer l'importance des coupes effectuées dans la production et les investissements dans le secteur des technologies de l'information. En 2001, les ventes mondiales de semi-conducteurs, qui sont les composants les plus courants des produits des technologies de l'information, ont accusé une baisse de 29% pour tomber à 146 milliards de dollars EU, et les dépenses d'équipement de l'industrie mondiale des semi-conducteurs ont diminué dans des proportions similaires. Les ventes mondiales d'ordinateurs personnels ont totalisé 128 millions d'unités, ce qui représente un recul - le premier depuis 1985 - de 4,6% par rapport à l'année précédente. Les ventes de téléphones mobiles ont fléchi de 3% en 2001, tombant à près de 400 millions d'unités, après avoir plus que doublé au cours des deux années précédentes.²

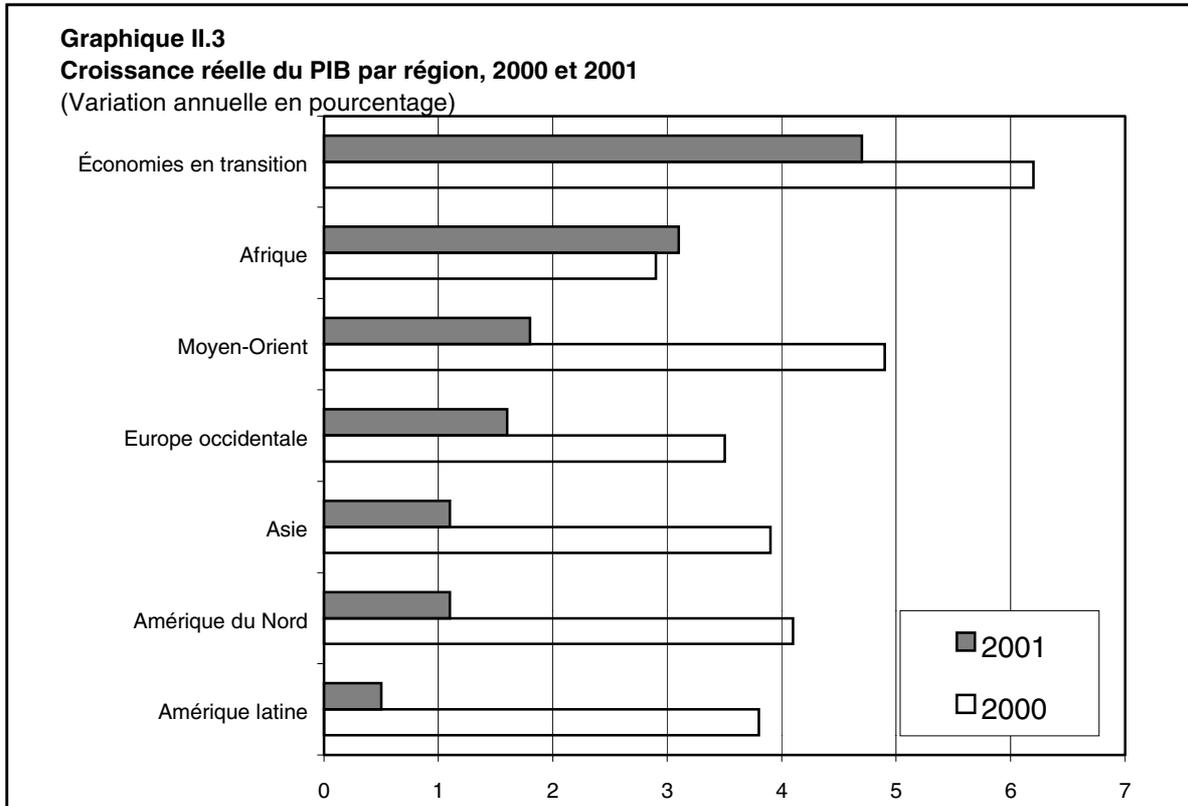
L'importance des investissements et du commerce dans le domaine des technologies de l'information varie considérablement d'une grande région à l'autre. C'est ainsi que le ralentissement intervenu dans le secteur de l'information et des télécommunications a eu des répercussions nettement plus vives sur la croissance de la production et du commerce en Amérique du Nord, en Asie et en Europe occidentale que dans les autres régions. Ce facteur a été pour beaucoup dans l'affaiblissement général de la croissance du commerce et de la production en Amérique du Nord et en Asie, régions qui avaient le plus profité, dans un passé récent, de l'essor des industries des technologies de l'information.

L'Amérique du Nord est, de toutes les régions du monde, celle dont le volume des exportations de marchandises aura accusé en 2001 la plus forte baisse, soit 5%. De façon assez étonnante, les exportations ont fléchi davantage que les importations, ce qui tient à plusieurs facteurs. Ainsi, les principaux partenaires commerciaux de l'Amérique du Nord en Amérique latine, en Asie et en Europe occidentale connaissaient eux aussi une croissance anémique et la vigueur du dollar EU a

¹ D'après des estimations du FMI, la chute des stocks a réduit de 1,2% la croissance du PIB aux États-Unis et au Canada.

² World Semiconductor Trade Statistics, Direct Communication; Gartner, communiqués de presse datés du 7 janvier, du 29 janvier et du 7 mars 2002.

fait perdre aux États-Unis des parts de marché dans le secteur des marchandises à l'intérieur du pays et à l'étranger. Par ailleurs, si les importations de produits de l'industrie automobile ont diminué de 3% en volume, les exportations de cette catégorie de produits ont chuté de 7,5%. Enfin, les importations de biens de consommation ont encore progressé de 1,5% et celles de pétrole de 4% alors que les exportations correspondantes marquaient un recul.

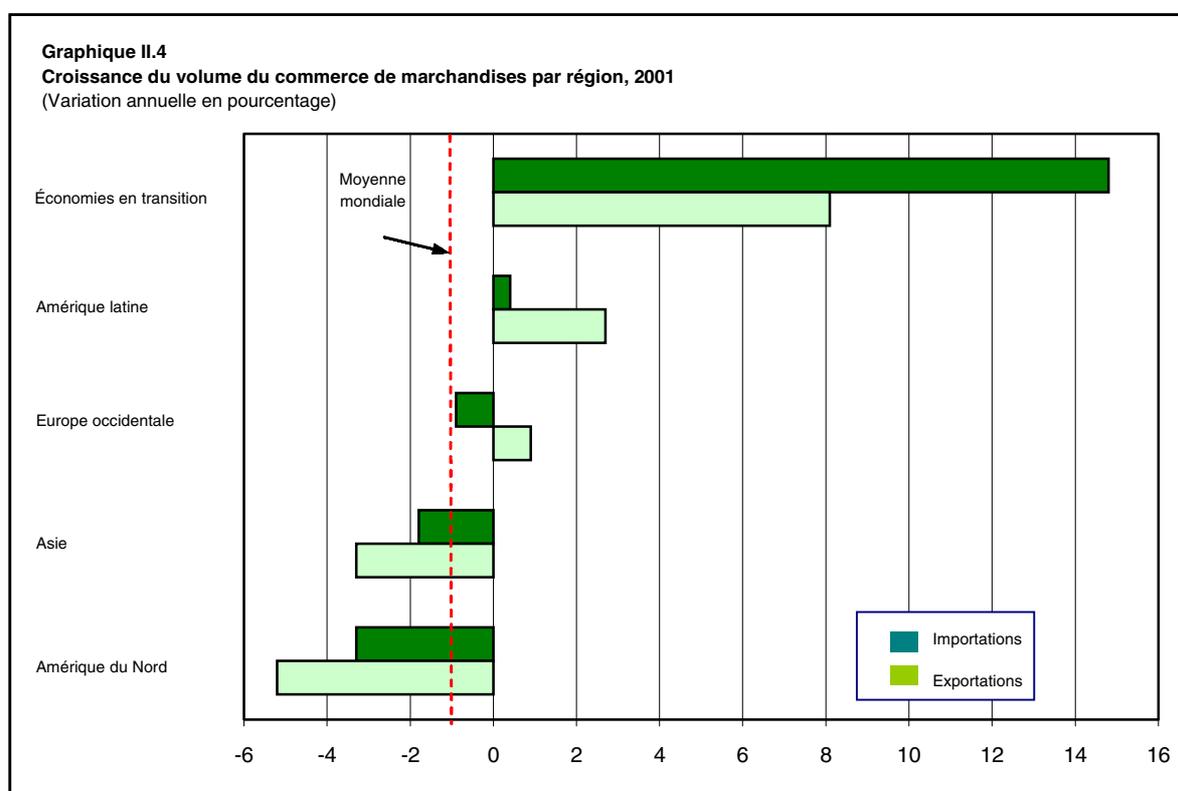


En **Amérique latine**, la croissance économique globale ayant été modérée, le volume des importations de marchandises est demeuré pratiquement inchangé alors que celui des exportations était en hausse de près de 3%. Les résultats commerciaux des deux plus grandes économies de la région ont été très contrastés. Alors que les exportations du Brésil faisaient un bond d'environ 9%, celles du Mexique sont restées stationnaires, du fait essentiellement de la baisse des importations des États-Unis. La forte concentration des exportations mexicaines sur les marchés des États-Unis et l'appréciation effective réelle du peso ont fait que, pour la première fois depuis plus de dix ans, le Mexique a enregistré des résultats à l'exportation inférieurs à ceux de tous les autres pays latino-américains réunis.

L'atonie de la croissance économique en **Asie** et sur ses principaux marchés d'exportation, soit l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, conjuguée à la contraction de la demande globale de la principale catégorie de produits d'exportation de l'Asie - le matériel de bureau et de télécommunication -, a provoqué la première baisse des exportations asiatiques en plus de 25 ans. Le recul des exportations de marchandises a été très marqué au Japon et dans les pays en développement d'Asie qui exportent principalement des produits des technologies de l'information. À l'inverse, la Chine et l'Inde ont enregistré un fort taux de croissance de leurs exportations, encore qu'il ait été beaucoup plus faible que l'année précédente. La réduction du volume des importations de l'Asie, qui a été de près de 2%, a été moins prononcée qu'en 1998, année de la crise financière asiatique, et elle a par ailleurs été moins importante que celle des exportations. Avec une baisse des importations moindre que celle des exportations, l'Asie a enregistré une diminution de ses exportations nettes, imputable pour une large part à l'évolution de la situation dans les deux plus importantes nations commerçantes de la région, - le Japon et la Chine.

En **Europe occidentale**, les exportations et les importations se sont sensiblement ralenties en 2001. Selon des estimations préliminaires, le volume des exportations de la région est resté stationnaire alors que celui des importations a diminué. En ce qui concerne l'Union européenne, on peut observer que la croissance du commerce intracommunautaire a été moins soutenue que celle des exportations à destination de pays non membres de l'UE. La crise économique qu'a traversée la Turquie a provoqué une contraction de ses importations d'environ un quart tandis que ses exportations progressaient de plus de 10%. Le commerce des économies de l'ex-Yougoslavie s'est redressé et l'accroissement des importations a été supérieur à celui des exportations.

Les données relatives au volume du commerce de l'**Afrique** et du **Moyen-Orient** ne sont pas totalement fiables car seuls quelques pays de ces régions fournissent les renseignements nécessaires et il se peut par ailleurs que les prix notifiés pour leurs principaux produits d'exportation ou leurs principaux marchés internationaux d'exportation ne correspondent pas toujours exactement



à l'évolution réelle des prix à l'exportation. Selon des estimations approximatives établies par le Secrétariat, l'expansion du commerce de ces régions semble avoir été moins dynamique en 2001 qu'en 2000, mais la décélération aurait été nettement moins forte que celle du commerce mondial et la croissance serait demeurée positive, avec une progression des importations supérieure à celle des exportations.

La vive expansion du commerce des **économies en transition** observée en 2001 offre un contraste saisissant avec la faiblesse des échanges mondiaux. On estime que les exportations de marchandises ont crû d'environ 8% en volume, tandis que les importations augmentaient de quelque 15%, soit à peu près au même rythme que l'année précédente. Pour les pays exportateurs de combustibles que sont la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan, la croissance des importations a été voisine de 20%. Les importations de la Pologne, pays qui, en 2000, arrivait en tête des économies en transition pour les importations de marchandises exprimées en valeur, n'ont enregistré qu'une progression modérée. Les apports d'investissement étrangers direct ont très probablement contribué aussi à la vigueur des importations des économies en transition.

3. Évolution du commerce en valeur

En 2001, les exportations mondiales de marchandises exprimées en valeur ont diminué de 4% pour tomber à 6,0 billions de dollars EU. Il s'agit là de la plus importante baisse annuelle enregistrée depuis 1982. Une chute de la valeur des exportations a été enregistrée pour les trois principaux groupes de produits - produits agricoles, produits des industries extractives et produits manufacturés. Les échanges de services commerciaux ont fléchi l'an dernier de 1%, s'établissant à 1,4 milliards de dollars EU. Ce recul d'une année sur l'autre était le premier à être enregistré pour les services commerciaux depuis 1983. La diminution de la valeur des services de transport et de voyage n'a pas été totalement compensée par l'augmentation de la valeur des autres services commerciaux, parmi lesquels figurent les services de communication, les services d'assurance et les services financiers, ainsi que les redevances et les droits de licence. Si les services commerciaux ont relativement mieux résisté dans le contexte déprimé qui a caractérisé l'économie mondiale l'an dernier, c'est peut-être aussi parce que la baisse des prix a été plus faible pour les services que pour les marchandises et parce que le commerce des services n'est pas soumis aux importantes variations cycliques des stocks qui ont contribué à l'affaiblissement du commerce de marchandises en 2001.³

Tableau II.1

Exportations mondiales de marchandises et de services commerciaux, 1990-2001
(en milliards de dollars et en pourcentage)

	Valeur 2001	Variation annuelle en pourcentage			
		1990- 2000	1999	2000	2001
Marchandises	5 990	6,5	5,0	12,5	-4,0
Services commerciaux	1 440	6,5	2,5	6,0	-1,5

La tableau II.2 ci-après qui donne une vue d'ensemble du commerce mondial des marchandises par région, permet de constater que les sept régions géographiques ont enregistré des résultats plus médiocres à l'exportation et à l'importation en 2001 que l'année précédente. À l'exception des économies en transition, toutes ont même signalé une chute de leurs recettes provenant des exportations de marchandises. Le recul le plus net de la valeur des exportations et des importations est observé en **Asie** - région qui, dans les années 90, avait connu une expansion commerciale sensiblement plus rapide que le monde dans son ensemble. La baisse à deux chiffres des exportations de marchandises du Japon et des six pays de l'Asie de l'Est exportateurs de technologies de l'information s'explique principalement par la contraction de la demande mondiale de produits de ce secteur, et l'incidence des variations de change consécutives à la dépréciation de leur monnaie par rapport au dollar EU⁴ n'a fait que l'accentuer. Les importations de marchandises du Japon ont accusé une baisse de près de 8%, inférieure de moitié à celle des exportations, d'où une réduction de l'excédent commercial. En revanche, les pays d'Asie de l'Est qui font le commerce de technologies de l'information ont pu maintenir leur excédent commercial, qui équivaut à celui du Japon, leurs importations ayant diminué à un rythme relativement plus rapide que leurs exportations. En 2001, la Chine s'est à nouveau distinguée au sein de la région par ses excellents résultats commerciaux, bien qu'ils aient eux aussi accusé un sérieux recul dans le courant de l'année 2001.

³ Les déflateurs calculés pour le commerce des services des États-Unis indiquent une légère hausse des prix pour les exportations de services et une diminution modérée des prix pour les importations de services.

⁴ Parmi ces sept pays, la Malaisie est le seul à avoir maintenu son taux de change inchangé par rapport au dollar en 2001.

L'Amérique du Nord a enregistré une baisse de ses exportations et de ses importations de marchandises légèrement supérieure à 6%. Les exportations de marchandises des États-Unis ont diminué de 7%, soit légèrement plus vite que leurs importations. Les exportations des États-Unis à destination de l'Asie ainsi que leurs importations en provenance de ce continent ont chuté de 10%, à un rythme beaucoup plus rapide que leurs échanges avec l'Europe occidentale (4% et 1% respectivement). Les exportations des États-Unis vers leurs partenaires au sein de l'ALENA ont diminué de 9%, beaucoup plus rapidement que leurs importations en provenance de ces derniers (5%). Malgré la faiblesse de la croissance intérieure, les États-Unis n'ont enregistré une augmentation de leurs exportations et une diminution de leurs importations que dans le cadre de leurs échanges avec les pays exportateurs de pétrole.

Tableau II.2

Croissance de la valeur du commerce de marchandises par région, 1990-2001

(en milliards de dollars et en pourcentage)

	Exportations				Importations (c.a.f.)			
	Valeur	Variation annuelle en pourcentage			Valeur	Variation annuelle en pourcentage		
	2001	1990-2000	2000	2001	2001	1990-2000	2000	2001
Monde	6 162	6	13	-4	6 439	7	13	-4
Amérique du Nord	994	7	13	-6	1 410	9	18	-6
Amérique latine	349	9	20	-3	381	12	16	-2
Mexique	159	15	22	-5	176	15	23	-4
Autres pays d'Amérique latine	190	6	18	-1	205	9	10	0
Europe occidentale	2 484	4	4	-1	2 527	4	6	-3
Union européenne (15)	2 290	4	3	-1	2 335	4	6	-2
Non compris les échanges intra-UE	873	5	7	0	914	5	15	-4
Économies en transition	285	7	26	5	268	5	14	11
Europe centrale/orientale	129	8	14	11	159	10	12	9
Fédération de Russie	103	-	39	-2	54	-	13	19
Afrique	141	4	28	-5	134	3	5	1
Moyen-Orient	239	7	42	-9	174	5	10	4
Asie	1 671	8	18	-9	1 544	8	23	-7
Japon	405	5	14	-16	350	5	22	-8
Chine	266	15	28	7	244	16	36	8
Commerçants	582	10	19	-13	530	9	25	-13
Secteur TI (6)^a								

a République de Corée, Malaisie, Philippines, Taipei chinois, Thaïlande et Singapour.

L'Afrique et le **Moyen-Orient** sont les deux seules régions à avoir enregistré à la fois une chute de leurs recettes provenant des exportations de marchandises et une hausse de leurs importations de marchandises. Cela tient en grande partie à la remontée des prix pétroliers en 1999 et 2000, qui a provoqué un gonflement des recettes d'exportation et des réserves de devises de ces régions et a ainsi permis à ces dernières d'accroître encore leurs importations en 2001 malgré le fléchissement de leurs exportations. Les deux régions ont néanmoins continué d'afficher un excédent commercial dans le secteur des marchandises.

Les données relatives au commerce de l'Afrique font apparaître des tendances différentes pour les exportateurs de combustibles et les autres pays africains. Les estimations préliminaires pour 2001 indiquent un net recul des exportations des pays africains exportateurs de combustibles et une forte hausse de leurs importations. Pour tous les autres pays africains confondus (à l'exception de l'Afrique

du Sud), tant les exportations que les importations auraient stagné, selon les informations disponibles actuellement. On constate aussi un écart important dans les balances commerciales respectives, celles des exportateurs de combustibles dégagent un excédent substantiel alors que celles des autres pays africains accusent un grave déficit. Parmi les exportateurs de produits autres que les combustibles, on observe également des variations considérables dans les résultats commerciaux de 2001, l'expansion du commerce étant beaucoup plus vigoureuse pour les exportateurs de produits manufacturés (Tunisie, Maurice et Madagascar, par exemple) que pour les pays exportant des produits de base autres que les combustibles.

Tableau II.3
Commerce de marchandises de l'Afrique, 1990-2001
(en milliards de dollars et en pourcentage)

	Exportations				Importations			
	Valeur	Variation annuelle en pourcentage			Valeur	Variation annuelle en pourcentage		
	2001	1990-2000	2000	2001	2001	1990-2000	2000	2001
Afrique	141	4	28	-5	134	3	5	1
Afrique du Sud	29	2	12	-2	29	5	11	-3
Principaux exportateurs de combustibles ^a	66	4	62	-9	36	3	14	10
Autres pays d'Afrique	46	3	2	1	70	3	-2	-1

a Angola, Algérie, République du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Jamahiriya arabe libyenne, Nigéria et Soudan.

En **Amérique latine**, les exportations et les importations de marchandises ont baissé de 3% et de 2% respectivement en 2001, soit un peu moins que le commerce mondial. Au sein de la région, l'évolution du commerce a été très différente d'une grande nation commerçante à l'autre. Les exportations et les importations du Mexique, premier pays négociant de l'Amérique latine, ont diminué à un rythme relativement plus rapide que celles de la région dans son ensemble alors qu'au cours des dix dernières années, l'expansion commerciale du Mexique avait été beaucoup plus dynamique que celle des autres pays de la région. Les exportations du Brésil ont crû de près de 6% tandis que ses importations sont restées stationnaires. La crise économique qu'a connue l'Argentine a provoqué une forte contraction de ses importations (-20%), mais ses exportations ont pu être maintenues à leur niveau de l'année précédente. En revanche, le Venezuela et l'Équateur, pays exportateurs de pétrole, ont fait état d'un accroissement considérable de leurs importations et d'une baisse de leurs exportations de l'ordre de 10%.

Contrairement à ce que certains observateurs avaient escompté au début de l'année, les échanges de l'**Europe occidentale** n'ont pas pu compenser l'affaiblissement du commerce des États-Unis intervenu en 2001. Les importations de marchandises de la région ont diminué presque autant que le commerce mondial et plus encore que les exportations de la région. En ce qui concerne l'UE, les exportations à destination de pays tiers ont stagné alors que les importations en provenance de pays extérieurs à l'UE ont diminué de 4%, soit dans la même proportion que les importations mondiales dans leur ensemble. Les trois principales nations commerçantes d'Europe n'appartenant pas à l'UE (Suisse, Norvège et Turquie) ont fait état de résultats commerciaux extrêmement différents. Alors que les exportations et les importations de la Suisse stagnaient, et que celles de la Norvège diminuaient, les importations de la Turquie, subissant le contrecoup de la crise économique qu'a connue ce pays, ont baissé d'un quart en 2001 après avoir progressé d'un tiers au cours des années précédentes. En revanche, les exportations de la Turquie ont enregistré une croissance à deux chiffres qui a contribué à réduire l'important déficit courant du pays.

Les **économies en transition** sont la seule région à avoir affiché l'an dernier une croissance positive des exportations et des importations exprimées en dollars. La chute des prix pétroliers et la faiblesse des importations de l'Europe occidentale, dont l'Europe centrale/orientale a de plus en plus besoin pour ses exportations, constituaient pourtant de sérieux freins à la croissance des exportations, mais ils ont été plus que compensés par la vigueur des échanges intrarégionaux, soutenue non seulement par l'accroissement des importations en provenance des pays exportateurs de pétrole de la région, mais aussi par des apports réguliers d'IED d'un niveau élevé. Les exportations ont été particulièrement dynamiques en Europe centrale et orientale, où elles ont enregistré une croissance à deux chiffres. La hausse des importations des pays exportateurs de combustibles – Fédération de Russie, Kazakhstan, Azerbaïdjan et Turkménistan - s'est située dans une fourchette de 15 à 25%.

L'évolution du commerce de marchandises des **pays en développement** est présentée succinctement dans le tableau II.4. En 2001, les exportations de marchandises de ces pays ont diminué de 6%, soit un peu plus rapidement que la moyenne mondiale, en raison principalement de la forte contraction des ventes des pays d'Asie de l'Est exportateurs de produits des technologies de l'information et de celles des pays en développement exportateurs de pétrole. Pour ce qui est des autres pays en développement, la Chine, le Brésil et l'Inde ont vu leurs exportations s'accroître tandis que Hong Kong, Chine et le Mexique voyaient les leurs diminuer. La part des pays en développement dans les exportations mondiales de marchandises a légèrement diminué en 2001 après avoir atteint le niveau record de près de 30%.

Tableau II.4
Commerce de marchandises des pays en développement, 1990-2001
(en milliards de dollars et en pourcentage)

	Exportations				Importations (c.a.f.)			
	Valeur	Variation annuelle en pourcentage			Valeur	Variation annuelle en pourcentage		
	2001	1990-2000	2000	2001	2001	1990-2000	2000	2001
Pays en développement	1 991	9	23	-6	1 850	9	20	-5
Exportateurs de pétrole	350	7	46	-9	198	4	15	7
Exportateurs de produits autres que le pétrole	1 590	10	19	-5	1 653	10	21	-6
Commerçants secteur TI (6) ^a	568	9	19	-13	530	9	25	-14
Autres économies en dév.	1 022	11	19	0	1 123	10	18	-2
Chine	266	15	28	7	244	16	36	8
Hong Kong, Chine	191	9	16	-6	202	10	18	-6
Mexique	159	15	22	-5	176	15	23	-4
Brésil	58	6	15	6	58	10	13	0
Inde	44	9	19	4	51	8	10	-2

a République de Corée, Malaisie, Philippines, Taipei chinois, Thaïlande et Singapour.

Les importations de marchandises des pays en développement en tant que groupe ont régressé à peu près dans la même proportion que le commerce mondial. Si les importations des pays en développement exportateurs de pétrole et de la Chine ont encore progressé, celles des pays d'Asie de l'Est exportateurs de produits des technologies de l'information ont à l'inverse fortement chuté. S'agissant des importations des autres grandes économies en développement, une baisse a été signalée pour Hong Kong, Chine; le Mexique et l'Inde tandis que celles du Brésil ont été stationnaires.

En ce qui concerne les **pays les moins avancés (PMA)**, des estimations provisoires fondées sur des données incomplètes font apparaître pour 2001 une stagnation des exportations et des importations. Compte tenu de l'importance des combustibles dans les exportations des PMA, ce résultat, s'il se confirme, signifierait une augmentation en valeur réelle et, pour la troisième année consécutive, un accroissement des exportations supérieur à la moyenne mondiale.

Bien que les exportations des pays en développement aient diminué plus rapidement que les importations, la balance commerciale de ces pays a encore dégagé en 2001 un excédent global. Celui-ci représente l'addition des excédents des pays exportateurs de technologies de l'information, des pays exportateurs de pétrole et de la Chine, moins le déficit des autres pays en développement.

Échanges de services commerciaux

Selon les estimations, les échanges mondiaux de services commerciaux ont diminué de 1% en 2001 pour tomber à 1,4 billion de dollars EU. Cette première baisse des exportations mondiales de services commerciaux depuis 1983 a touché l'ensemble des catégories de services et des grandes régions. D'après les données préliminaires disponibles, on calcule que les recettes provenant des services de voyage et de transport ont régressé de 3% et 2% respectivement. Les exportations de la plus vaste catégorie de services (dans laquelle figurent entre autres la communication, l'assurance, les services financiers ainsi que les redevances et les droits de licence) ont marqué le pas en 2001.

Les effets du ralentissement des échanges de services commerciaux ont été très différents selon les régions. La plupart d'entre elles ont fait état d'un recul des exportations et des importations. La chute la plus brutale des taux de croissance entre 2000 et 2001 a pu être observée pour les exportations de services commerciaux de l'Amérique latine, du Moyen-Orient et de l'Asie, et pour les importations de l'Amérique du Nord.

Les importations de services commerciaux des États-Unis ont diminué de 7% en 2001 après avoir fait un bond de 16% l'année précédente. Les importations de toutes les catégories de services des États-Unis ont accusé une forte baisse, qui a été accentuée par les retombées des événements du 11 septembre. La contraction des importations des États-Unis a eu des répercussions considérables sur les exportations de services de leurs partenaires au sein de l'ALENA, à savoir le Canada et le Mexique, qui ont vu leurs exportations de services commerciaux régresser de 5% et 7% respectivement. Aux États-Unis, les dépenses consacrées aux voyages ont chuté de façon spectaculaire après le 11 septembre et elles ont été en moyenne inférieures de 9% à celles de l'année précédente. La peur généralisée des voyages en avion a nui gravement à de nombreuses économies qui sont fortement tributaires, pour leurs recettes en devises, des arrivées de touristes par voie aérienne. Les économies les plus dépendantes sont généralement les petites économies insulaires, dont un grand nombre sont situées dans les Caraïbes.

Les exportations de services commerciaux des États-Unis ont marqué un recul de 3%, inférieur donc à celui des importations de services, malgré une diminution des recettes au titre des voyages et des transports aussi brutale que celle des dépenses des États-Unis consacrées à ces catégories de services. Cette évolution différente des exportations et des importations de services des États-Unis est imputable à la troisième grande catégorie de services, "Autres services commerciaux", dans laquelle on observe une hausse des exportations mais une baisse des importations.⁵

Selon les estimations, les exportations de services commerciaux de l'**Amérique latine** ont diminué de 4% en 2001 par rapport à l'année précédente, en raison principalement de la contraction des exportations du Mexique et de l'Argentine. Dans le cas du Mexique, cette contraction fait suite au ralentissement de l'économie des États-Unis. Dans celui de l'Argentine, la crise économique qui a secoué le pays et la surévaluation du peso ont contribué à la chute brutale des recettes au titre des voyages et des transports. Les importations de services commerciaux de l'Amérique latine ont encore progressé de 2%, malgré un net ralentissement au cours du deuxième semestre.

⁵ La contraction des importations des autres services commerciaux est due en grande partie aux paiements effectués par les assurances au lendemain des événements tragiques du 11 septembre, paiements qui sont comptabilisés comme une réduction des primes versées aux assureurs étrangers.

Tableau II.5

Croissance de la valeur des échanges mondiaux de services commerciaux par région, 1990-2001

(en milliards de dollars et en pourcentage)

	Exportations					Importations				
	Valeur	Variation annuelle en pourcentage				Valeur	Variation annuelle en pourcentage			
	2001	1990-2000	1999	2000	2001	2001	1990-2000	1999	2000	2001
Monde	1 440	6	3	6	-1	1 430	6	2	6	-1
Amérique du Nord	298	7	5	9	-4	227	7	3	14	-6
États-Unis	263	7	5	9	-3	188	7	3	16	-7
Amérique latine	58	7	0	11	-4	72	7	-5	12	2
Mexique	13	7	-3	17	-7	17	5	11	19	1
Autres pays d'Amérique latine	45	7	1	9	-3	55	8	-9	10	2
Europe occidentale	670	5	2	1	0	631	5	3	1	0
UE (15)	604	5	3	1	1	589	5	3	1	0
Économies en transition	55	...	-14	10	10	57	...	-8	18	11
Afrique	30	5	10	0	...	38	4	-2	7	...
Moyen-Orient	31	8	9	15	...	56	4	2	10	...
Asie	298	9	4	12	-2	351	7	5	8	-3
Japon	63	5	-2	13	-7	107	3	3	1	-8
Chine	31	18	10	15	3	36	24	17	16	2
Hong Kong, Chine	43	9	3	13	2	23	8	-4	2	0
Inde	20	14	27	26	14	24	13	20	15	21

Les exportations et les importations de services commerciaux de l'**Asie** ont encore régressé trois ans seulement après la vive contraction intervenue pendant la crise financière asiatique. De fait, en 2001, les échanges de services commerciaux de l'Asie se sont situés en moyenne au-dessous de leur niveau de 1997. La faible croissance de l'économie en général et du commerce des marchandises en particulier enregistrée en Asie, notamment au Japon, et les variations des taux de change, sont deux facteurs qui ont contribué à la diminution des échanges de services commerciaux dans la région. Le ralentissement a été particulièrement prononcé pour le Japon et l'Australie. En revanche, la Chine; Hong Kong, Chine et l'Inde ont vu leurs recettes provenant des exportations de services commerciaux s'accroître par rapport à l'année précédente. Dans le cas de l'Inde une très forte croissance des services (exportations et importations) a été enregistrée dans la catégorie "Autres services commerciaux".

Les rares données disponibles concernant les échanges de services de l'**Afrique** et du **Moyen-Orient** font apparaître pour 2001 une contraction des exportations comme des importations. L'Égypte et l'Afrique du Sud qui, ensemble, ont assuré en 2000 plus de 45% des exportations de services commerciaux de l'Afrique, ont signalé l'une et l'autre pour 2001 un fléchissement de leurs exportations et de leurs importations. Israël, qui est de loin le plus gros exportateur du Moyen-Orient, a enregistré une chute brutale de ses exportations de services – imputable à la forte réduction des recettes du tourisme.

En **Europe occidentale**, les échanges de services ont stagné en 2001 après avoir légèrement progressé l'année précédente. La décélération intervenue en 2001 est nettement plus prononcée lorsqu'elle est exprimée en euros, le dollar s'étant beaucoup moins apprécié par rapport à la monnaie européenne qu'en 2000. Au sein de l'Europe occidentale, des différences marquées ont pu être constatées dans les résultats commerciaux enregistrés par les trois plus grandes nations commerçantes (Royaume-Uni, Allemagne et France), qui ont fait état d'une baisse de leurs exportations et de leurs importations et par l'Italie et l'Espagne, dont les exportations comme les importations ont notablement progressé. L'Irlande est restée de loin le pays d'Europe occidentale le plus dynamique en ce qui

concerne les échanges de services, lesquels consistent essentiellement en "Autres services commerciaux".

Le commerce des services commerciaux des **économies en transition**, profitant de la croissance économique soutenue de la région, a poursuivi sa vigoureuse expansion. Tant les exportations que les importations ont progressé de près de 10% en 2001. Le développement des échanges de services a été très marqué dans tous les secteurs. Si l'on observe la situation par pays, on constate une croissance des exportations supérieure à la moyenne en Pologne, en Hongrie et en République slovaque, et un essor des importations dans la Fédération de Russie, en Ukraine et en Hongrie.⁶

4. Perspectives commerciales

Les renseignements disponibles au moment de la rédaction du présent rapport (fin mars 2002) montrent que la demande a cessé de diminuer aux États-Unis et qu'elle a peut-être même amorcé une reprise au cours des derniers mois. S'agissant de l'Europe occidentale, les données relatives à la confiance des entreprises et aux entrées de commandes révèlent une amélioration du climat des affaires, qui devrait se traduire dans le courant de l'année par une remontée progressive des investissements et une croissance plus vigoureuse de la consommation. En Asie, les perspectives de croissance pour 2002 sont encore jugées sombres pour le Japon, alors que plusieurs autres pays d'Asie, y compris la République de Corée, font état d'un accroissement des dépenses de consommation et d'équipement. Par ailleurs, l'activité économique mondiale devrait reprendre au cours du premier semestre du fait, entre autres, de la reconstitution des stocks qui ont été épuisés, et on s'attend à ce qu'elle s'accélère pendant le deuxième semestre. Malgré un accroissement plus rapide de la production dans le courant de l'année, la croissance annuelle du PIB prévue a peu de chances d'être plus importante qu'en 2001. Selon les projections du FMI figurant dans le document *Examen des perspectives mondiales* (mars 2002), la croissance du PIB mondial devrait être de 2,5% en 2002, soit un taux inchangé par rapport à 2001.⁷

Le commerce mondial des marchandises ne devrait progresser que très faiblement d'une année sur l'autre malgré la croissance de 6% qui est prévue entre le quatrième trimestre de 2001 et la période correspondante de 2002. Compte tenu de la faiblesse des échanges observée au cours du quatrième trimestre de 2001, il faudrait une croissance régulière de 5% aux taux annuels à compter du premier trimestre de 2002 pour retrouver le niveau moyen de 2001.⁸ Un fort rebond du commerce n'est pas l'hypothèse la plus vraisemblable étant donné la modicité des gains de productivité enregistrés sur les principaux marchés et les perspectives beaucoup moins prometteuses qui s'offrent aujourd'hui aux industries des technologies de l'information.⁹ C'est la croissance plus faible que l'on prévoit à présent pour ces industries qui pourrait donner lieu au cours des années à venir, à un excédent de la croissance du commerce par rapport à celle de la production plus modeste que celui qui a été enregistré pendant la seconde moitié des années 90.

⁶ Les données relatives aux échanges de services commerciaux par pays figurent dans le tableau II.3 de l'Appendice.

⁷ Estimation élaborée en utilisant des coefficients de pondération fondés sur les PPA. Si l'on utilisait les données du PIB converties aux taux de change du marché de 1995, on obtiendrait une croissance du PIB mondial de 1,4% pour chacune des deux années.

⁸ On estime qu'au quatrième trimestre de 2001, le volume du commerce mondial aurait diminué de 6% par rapport à l'année précédente.

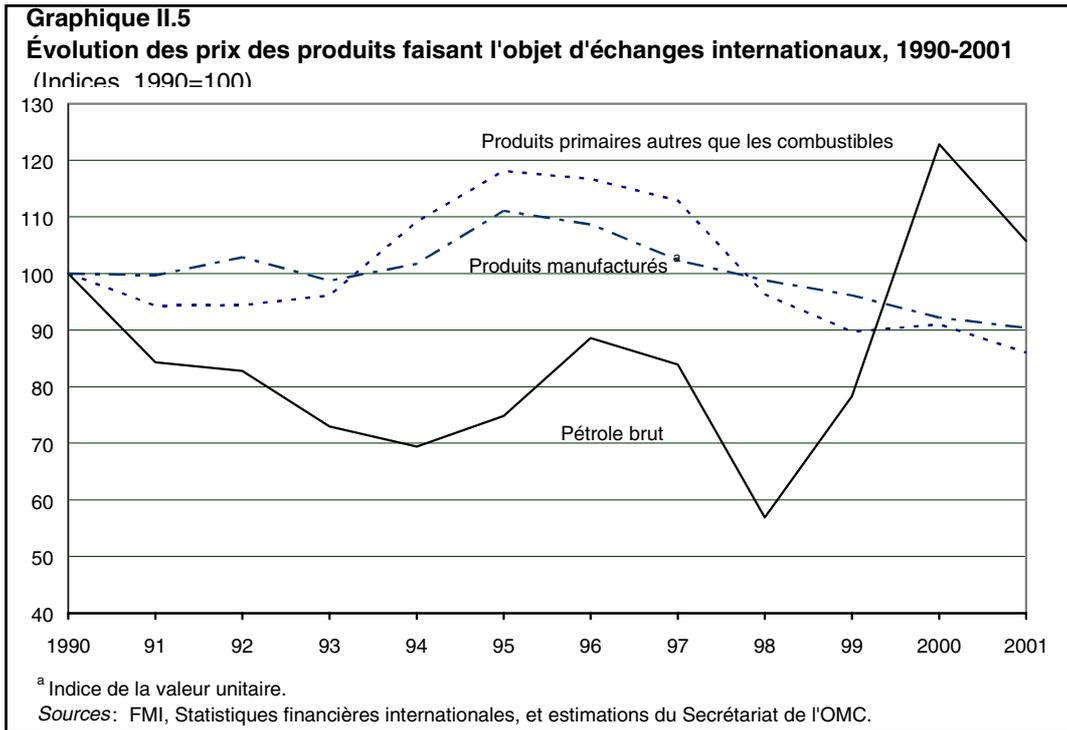
⁹ Les projections faites par des sources industrielles pour l'année 2002 prévoient entre autres une stagnation des ventes mondiales de téléphones mobiles et un accroissement modéré des ventes d'ordinateurs personnels.

5. Prix des produits de base et recettes d'exportation des pays en développement

Les prix des produits de base ont encore été soumis en 2001 à de très amples fluctuations, et le nombre de produits primaires dont le prix a baissé l'emporte de loin sur le nombre de ceux dont le prix s'est accru. Plusieurs produits primaires ont néanmoins enregistré, pour des raisons très diverses, une croissance à deux chiffres, si bien que la moyenne annuelle de diminution des prix des produits de base autres que les combustibles, qui s'établit à 5%, masque d'importantes variations. Le manque de dynamisme de la production manufacturière mondiale¹⁰ explique en partie la faiblesse des prix des intrants industriels, notamment des métaux non ferreux. Les prix du cuivre, principal métal non ferreux exporté par les pays en développement, ont enregistré en 2001 une diminution à deux chiffres pour tomber à leur plus bas niveau depuis sept ans. Les prix de certaines boissons tropicales ont subi le contrecoup de la situation d'un marché sur lequel l'extension considérable des superficies plantées et les bonnes récoltes ont abouti à une croissance de l'offre nettement supérieure à celle de la demande mondiale. Les prix du café ont chuté de près de 30% pour tomber à leur plus bas niveau depuis 30 ans. Les prix du coton ont accusé une baisse de près de 20% qui a sérieusement mis à mal les recettes d'exportation totales du Bénin, du Tchad, du Mali et du Burkina Faso. À l'inverse, les prix des bananes ont enregistré une hausse proche de 40% (due en grande partie à des conditions météorologiques défavorables et aux phytopathologies qui se sont déclarées en Équateur et en Amérique centrale, entraînant un recul de la production) et les prix des fèves de cacao ont grimpé de 20%. Les maladies animales qui se sont propagées en Europe occidentale, où elles ont provoqué une chute de la production et de la consommation, sont l'un des principaux facteurs qui explique le relèvement, en moyenne annuelle, des prix de l'agneau et du bœuf sur les marchés internationaux, correspondant à un surcoût censé garantir la sécurité (sanitaire). Les prix du pétrole brut au comptant ont fléchi de 14%. Quant aux prix des produits manufacturés, ils auraient, selon les estimations, diminué de 2%. On peut dire d'une façon générale qu'en 2001, les prix des produits de base autres que les combustibles ont été en moyenne inférieurs de 14% à leur niveau de 1990 et qu'une diminution analogue a été observée pour les produits manufacturés au cours de la même période. Les prix du pétrole brut se sont maintenus en moyenne à un niveau supérieur de 6% à celui de 1990.¹¹

¹⁰ En 2001, la production industrielle des pays de l'OCDE a diminué de 2,5%.

¹¹ Les prix des produits primaires sont extraits de la publication du FMI *Statistiques financières internationales*, février 2002.

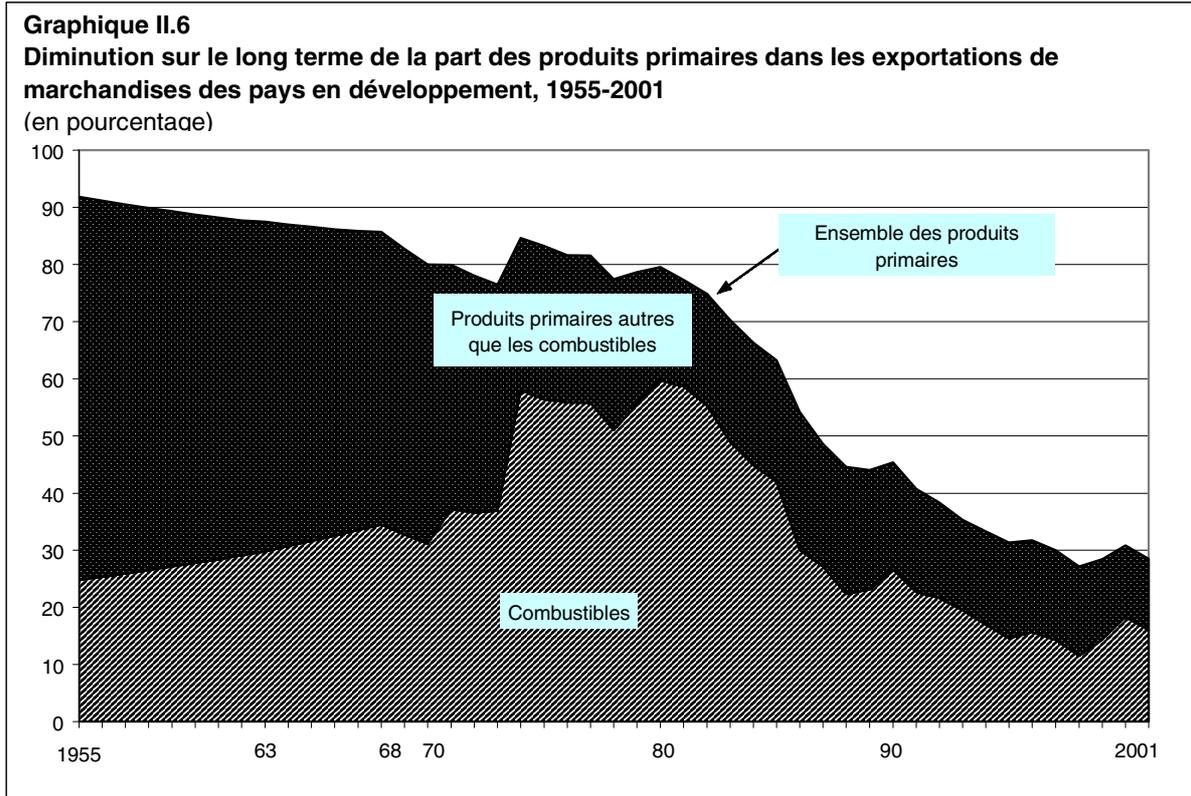


Par le passé, l'évolution des prix des produits de base déterminait le volume des recettes en devises des pays en développement. La grande instabilité des prix de ces produits, leur dépendance à

l'égard des cycles commerciaux des pays industriels (tant pour le volume des ventes que pour les prix), les incertitudes climatiques et l'évolution des prix à la baisse de nombreux produits primaires observée sur des dizaines d'années ont suscité des interrogatoires quant à l'intérêt pour les pays en développement de participer aux échanges internationaux. Si les quatre éléments dont dépend l'évolution des prix des produits de base n'ont pas beaucoup varié au cours des dernières décennies, l'importance des prix des produits de base pour les recettes d'exportation des pays en développement en tant que groupe a radicalement changé.¹² Cette profonde modification du rôle des produits de base dans les exportations des pays en développement n'est pas toujours pleinement perçue dans le débat public, qui se limite souvent à l'observation de l'évolution à court terme. Si l'on se place dans une perspective de plusieurs dizaines d'années, on constate que les pays en développement en tant que groupe ont accompli des progrès remarquables dans le sens de la diversification de leurs exportations en allongeant la liste des articles qu'ils exportent et en y faisant figurer des produits manufacturés.

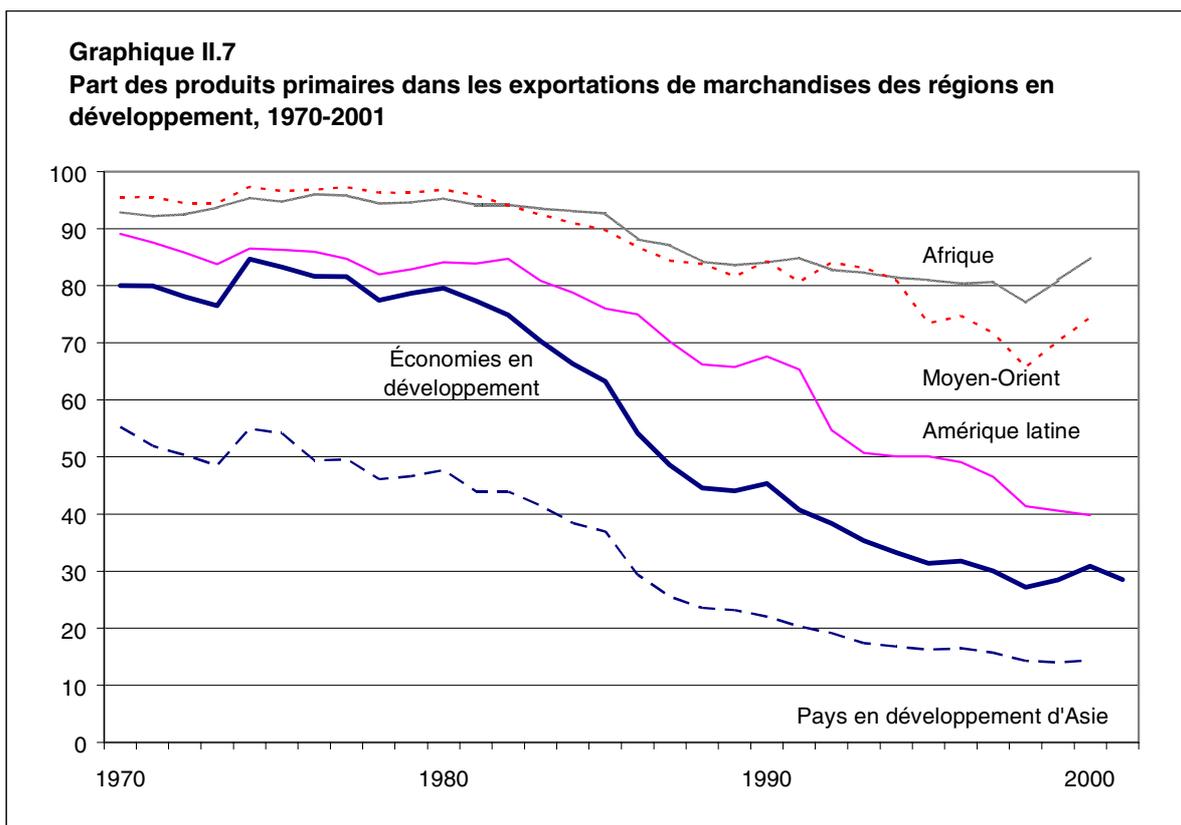
Le graphique II.6 montre la chute spectaculaire de la part des produits primaires dans les exportations de marchandises du groupe des pays en développement au cours des 45 dernières années. La part des produits primaires dans les recettes d'exportation des pays en développement, qui dépassait 90% en 1955, est tombée à moins de 30% à la fin des années 90. La tendance à la baisse, assez régulière entre 1955 et le début des années 80, s'est nettement accélérée à partir du milieu des années 80, ce qui s'explique en partie par les revers qu'ont subis les marchés des combustibles. La part des combustibles dans les exportations totales de marchandises des pays en développement a crû régulièrement pendant les années 50 et 60 et, entre 1974 et 1982, elle représentait plus de la moitié des exportations de ces pays. Avec l'abaissement sensible des prix pétroliers intervenu à compter de 1986, le poids des combustibles dans les exportations des pays en développement a fortement diminué. Mais le dynamisme du commerce mondial de produits manufacturés - en particulier celui du matériel de bureau et de télécommunication - a joué un rôle plus important encore dans cette évolution. On en veut pour preuve le fait que la part des produits primaires autres que les combustibles (produits agricoles et métaux non ferreux) dans les exportations des pays en développement n'a cessé de se réduire, diminuant de près de la moitié entre le milieu des années 80 et la fin des années 90 pour s'établir à 12%, et aussi le fait que les prix réels du pétrole enregistrés pendant la deuxième moitié des années 90 ont été supérieurs en moyenne à ceux de la seconde moitié des années 80.

¹² On peut se demander si la fermeté relative des prix des produits de base autres que les combustibles par rapport à ceux des produits manufacturés qui prévalait dans les années 90 et la variation relativement moindre des prix observée dans les années 90 par rapport aux deux décennies précédentes peuvent être maintenues.



Alors que la part des combustibles dans les exportations de produits primaires des pays en développement dépassait, entre 1974 et 1994, celle des autres produits primaires, la contribution des combustibles aux recettes d'exportation totales des pays en développement a chuté pendant la seconde moitié des années 90 pour tomber à son plus bas niveau depuis 1955.

Ce tableau général masque toutefois des différences substantielles entre les régions. Le graphique II.7 illustre l'évolution de la part des produits primaires dans les exportations de marchandises de quatre régions en développement depuis 1970. Ces régions diffèrent non seulement pour ce qui est de la dépendance de leurs recettes d'exportation totales à l'égard des produits primaires, mais aussi en ce qui concerne les progrès qu'elles ont réalisés sur la voie de la diversification au cours des 30 dernières années. Alors que les pays en développement d'Asie ont réussi l'exploit de ramener leur dépendance à l'égard des exportations de produits primaires de plus de 50% au début des années 70 à moins de 15% à la fin des années 90, la baisse correspondante est nettement plus modeste pour l'Afrique, dont la dépendance à l'égard de ces produits est tombée de quelque 90% en 1970 à environ 80% à la fin des années 90. Le Moyen-Orient a fait mieux que l'Afrique, mais il tire encore plus des deux tiers de ses recettes d'exportation des produits primaires. L'Amérique latine qui, au début des années 70, était dans une situation assez proche de celle de l'Afrique et du Moyen-Orient, a réduit considérablement au cours des 30 dernières années sa dépendance à l'égard des produits primaires, qui est tombée de près de 90% en 1970 à 40% environ à la fin des années 90. La réduction de la part des produits primaires a été particulièrement marquée pendant la seconde moitié de cette période. L'adoption depuis le milieu des années 80 par les pays de la région - et en particulier par le Mexique - de politiques commerciales davantage axées sur l'extérieur a été pour beaucoup dans cette évolution. En bref, les pays asiatiques en développement sont désormais très peu tributaires des produits primaires - ils le sont même moins que les pays développés - tandis qu'en Afrique et au Moyen-Orient, les produits primaires - et en particulier les combustibles - représentent encore plus des deux tiers des exportations. L'Amérique latine a fortement réduit sa dépendance à l'égard des produits primaires, mais cette dépendance n'en demeure pas moins importante puisqu'elle était de 40% en 2000.

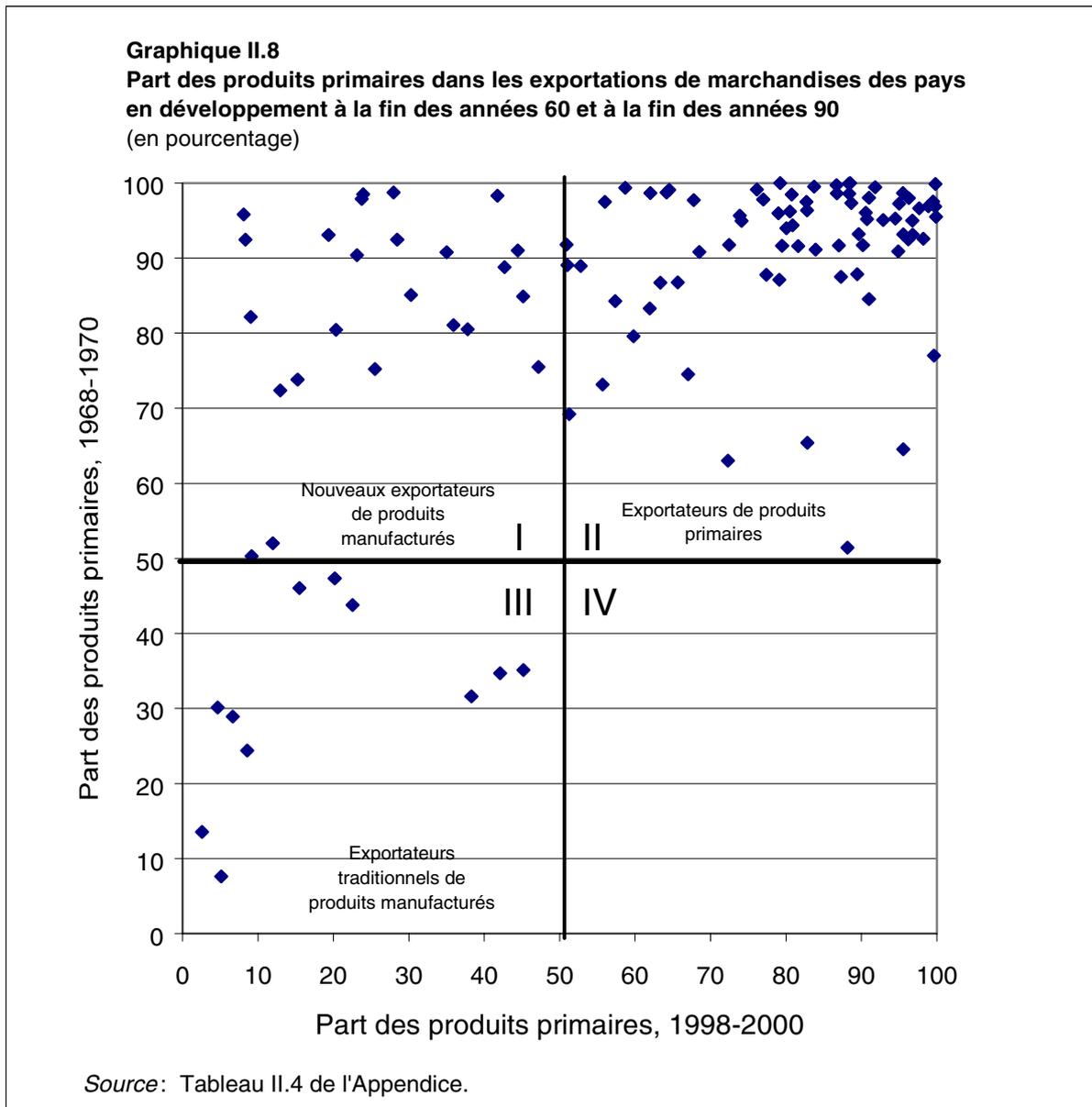


Il convient toutefois de noter que les données relatives au commerce régional fournies ci-dessus sont influencées par la part prédominante des principaux exportateurs de la région dans la valeur de ces courants d'échanges. En Amérique latine, au Moyen-Orient et dans les pays en développement d'Asie, la part des trois principaux exportateurs de chacune de ces régions dans les exportations régionales totales de marchandises a été, en 2000, supérieure à la moitié, et celle des cinq principaux exportateurs a été comprise entre 78% et 88%. En Afrique (Afrique du Sud comprise), la concentration des exportations régionales dans certains pays est moins prononcée que dans les trois autres régions en développement bien qu'en 2000, trois (cinq) pays aient compté pour près de la moitié (près des deux tiers) dans les exportations totales de la région. Eu égard à cette importante concentration des exportations régionales de marchandises dans certains pays, il est utile d'étudier également le passage de l'exportation de produits primaires à l'exportation de produits manufacturés à l'échelle des pays.

À la fin des années 60, la grande majorité des pays en développement étaient essentiellement des exportateurs de produits primaires (103 sur 111), ces produits représentant plus de la moitié de leurs exportations totales de marchandises. À la fin des années 90, le nombre d'exportateurs de produits primaires parmi les pays en développement dépassait encore celui des exportateurs de produits manufacturés. Cette observation est valable pour toutes les régions en développement, à l'exception notable de l'Asie.

Le graphique II.8 présente des données sur la part des produits primaires dans les exportations de marchandises des 111 pays en développement pour lesquels on disposait de renseignements sur la structure des exportations à la fois à la fin des années 60 et à la fin des années 90. (Le tableau II.4 de l'Appendice montre la structure des échanges de 120 économies en développement, mais du fait des modifications de frontières et du manque de données, il n'existait des observations concernant les deux périodes que pour 111 économies.) Sur l'axe vertical est indiquée la part des produits primaires à la fin des années 60 et sur l'axe horizontal, la part correspondante à la fin des années 90. Par conséquent, le quadrant I regroupe tous les pays pour lesquels la part des produits primaires dans les exportations a été en moyenne supérieure à 50% de 1968 à 1970 et inférieure à ce taux de 1998 à

2000, c'est-à-dire les économies qui, d'exportatrices de produits primaires, sont devenues exportatrices de produits manufacturés. Les données figurant dans le quadrant II du graphique concernent tous les pays qui avaient le statut d'exportateur de produits primaires au début et à la fin de la période considérée. Le quadrant III rassemble les pays qui étaient déjà des exportateurs de produits manufacturés à la fin des années 60 et l'étaient encore à la fin des années 90 et dont on peut dire que ce sont des exportateurs "traditionnels" de produits manufacturés. Le quadrant IV est vierge car on ne dispose pas d'observations concernant un pays qui aurait eu le statut d'exportateur de produits manufacturés à la fin des années 60 et serait devenu exportateur de produits primaires à la fin des années 90.



En comparant la structure des exportations des différentes économies en développement pendant les périodes 1968-1970 et 1998-2000, on constate que sur les 111 pays en développement exportateurs, 27 seulement ont réussi à devenir des exportateurs de produits manufacturés. Soixante-seize sont restés des exportateurs de produits primaires et huit étaient des exportateurs "traditionnels" de produits manufacturés. Aucun pays n'est passé de la position d'exportateur de produits manufacturés à celle d'exportateur de produits primaires.

Comme les résultats régionaux mentionnés plus haut pouvaient le laisser supposer, c'est l'Asie qui a compté pendant les deux périodes le plus grand nombre d'exportateurs de produits manufacturés. Sur les 27 pays passés de la position d'exportateur de produits primaires à celle d'exportateur de produits manufacturés, dix sont situés sur le continent asiatique, neuf en Amérique latine, mais seulement sept en Afrique et un au Moyen-Orient. Ce n'est qu'en Asie que le nombre des exportateurs de produits manufacturés l'emporte sur celui des exportateurs de produits primaires.

Il est intéressant de constater que parmi les pays qui sont devenus des exportateurs de produits manufacturés, on trouve non seulement des pays qui se sont industrialisés et ont atteint des niveaux de revenu plus élevés au cours des dernières décennies, mais aussi quelques PMA. Pour certains des nouveaux exportateurs de produits manufacturés, les zones industrielles d'exportation ont joué et jouent encore un rôle crucial dans cette évolution (c'est le cas, par exemple, pour le Bangladesh, la Chine, le Costa Rica, Madagascar, le Maroc, Maurice et la République dominicaine). L'expérience montre que le fait d'être enclavé ou de petite taille, ou encore de figurer parmi les pays les moins avancés n'interdit pas nécessairement à un pays de devenir un exportateur de produits manufacturés (comme le montrent les exemples du Népal, de Maurice et du Bangladesh).

Force est d'admettre que l'étalon utilisé pour mesurer l'évolution de la structure des exportations des pays en développement, – à savoir la part de 50% de produits primaires – est assez grossier. Toutefois, les données assemblées montrent aussi que sur les 76 pays en développement qui avaient encore le statut d'exportateur de produits primaires à la fin des années 90, 58 sont parvenus à réduire leur dépendance à l'égard des produits primaires, dont 24 de façon très nette (c'est-à-dire que sur la période de 30 ans considérée, la part des produits primaires dans leurs exportations a diminué d'au moins 20 points de pourcentage).

La conclusion qui se dégage des données réunies plus haut est que si les pays en développement en tant que groupe ont fortement réduit leur dépendance à l'égard des produits primaires, l'évolution a été inégale selon les régions en développement, et plus encore selon les économies prises individuellement. Des progrès considérables ont été accomplis, non seulement si l'on considère la valeur globale des exportations des pays en développement, mais également sur une base pondérée en fonction de la population.¹³ Pour les deux tiers environ des économies en développement, les prix des produits de base restent toutefois un élément déterminant des recettes annuelles d'exportation de marchandises car ces économies continuent d'exporter davantage de produits primaires que de produits manufacturés. Vu les perspectives médiocres de redressement des prix réels des produits de base¹⁴ et la croissance modérée de la demande qui est prévue pour les produits primaires par rapport à celle qui est escomptée pour les produits manufacturés, une stratégie de développement à long terme continue de s'imposer dans la plupart des pays en développement afin de réduire la forte dépendance de ces derniers à l'égard des recettes tirées des exportations de produits primaires.¹⁵ Une telle stratégie n'est pas incompatible avec les efforts actuellement déployés pour améliorer l'accès aux marchés des produits agricoles. Au contraire, le fait qu'actuellement, la plupart des pays en développement exportateurs de produits primaires tirent des produits agricoles plus de la moitié de leurs recettes d'exportation de marchandises montre combien il est nécessaire de libéraliser l'accès aux marchés des produits agricoles.

¹³ Les 35 pays en développement exportateurs de produits manufacturés (huit exportateurs traditionnels et 27 nouveaux) rassemblent, à la fin des années 90, plus des trois quarts de la population totale de l'ensemble des pays en développement. Si l'on exclut des calculs les deux pays les plus peuplés, à savoir la Chine et l'Inde, les 33 pays en développement exportateurs de produits manufacturés restants représentent encore plus de la moitié de la population vivant dans le monde en développement.

¹⁴ Banque mondiale, *Global Economic Prospects and the Developing Countries*, 2002, pages 229-231.

¹⁵ S. Page et A. Hewitt, *World Commodity Prices: Still a problem for developing countries?*, Overseas Development Institute, 2001.

Tableau II.1 de l'Appendice

Commerce mondial de marchandises: principaux exportateurs et importateurs en 2001

(en milliards de dollars et en pourcentage)

Exportateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en pourcentage			Importateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en pourcentage		
			1990-2000	2000	2001				1990-2000	2000	2001
États-Unis	730,9	11,9	7	11	-7	États-Unis	1 180,5	18,3	9	19	-6
Allemagne	569,6	9,2	3	2	3	Allemagne	493,0	7,7	3	5	-1
Japon	404,7	6,6	5	14	-16	Japon	350,1	5,4	5	22	-8
France	319,5	5,2	4	0	-2	Royaume-Uni	332,5	5,2	4	6	-3
Royaume-Uni	273,5	4,4	4	5	-4	France	322,9	5,0	4	6	-3
Chine	266,7	4,3	15	28	7	Chine	243,6	3,8	16	36	8
Canada	262,2	4,3	8	16	-5	Italie	233,7	3,6	3	7	-1
Italie	241,3	3,9	3	1	2	Canada	228,3	3,5	7	11	-7
Pays-Bas	229,8	3,7	6	7	-1	Pays-Bas	207,9	3,2	6	6	-5
Hong Kong, Chine	190,7	3,1	9	16	-6	Hong Kong, Chine	202,3	3,1	10	18	-6
exportations de produits nationaux	20,0	0,3	-2	5	-15	importations définitives ^a	31,5	0,5	1	22	-10
réexportations	170,7	2,8	13	18	-5						
Belgique	179,9	2,9	...	3	-3	Mexique	176,2	2,7	15	23	-4
Mexique	158,5	2,6	15	22	-5	Belgique	169,0	2,6	...	5	-2
Corée, R.ép. de	150,7	2,4	10	20	-13	Espagne	144,5	2,2	6	15	-7
Taipei chinois	122,9	2,0	8	22	-17	Corée, R.ép. de	141,1	2,2	9	34	-12
Singapour	121,7	2,0	10	20	-12	Singapour	116,0	1,8	8	21	-14
exportations de produits nationaux	66,1	1,1	9	15	-16	importations définitives ^a	60,4	0,9	...	16	-20
réexportations	55,6	0,9	13	28	-6	Taipei chinois	107,2	1,7	10	26	-23
Espagne	110,8	1,8	8	10	-4	Suisse	84,1	1,3	2	5	1
Fédération de Russie	103,2	1,7	...	39	-2	Malaisie	74,4	1,2	11	27	-10
Malaisie	88,5	1,4	13	16	-10	Autriche	73,9	1,1	4	2	2
Irlande	83,4	1,4	13	8	8	Australie	63,9	1,0	6	3	-11
Suisse	82,1	1,3	3	2	1						
Suède	75,2	1,2	4	3	-14	Suède	62,5	1,0	3	6	-14
Autriche	70,3	1,1	5	3	4	Thaïlande	60,2	0,9	6	23	-3
Arabie saoudite	68,2	1,1	6	53	-12	B Brésil	58,3	0,9	10	13	0
Thaïlande	64,2	1,0	12	18	-7	Fédération de Russie	53,5	0,8	...	13	19
Australie	63,4	1,0	5	14	-1	Irlande	50,9	0,8	9	9	0
B Brésil	58,2	0,9	6	15	6	Inde	50,5	0,8	8	10	-2
Norvège	57,9	0,9	6	32	-3	Pologne	50,0	0,8	16	7	2
Indonésie	56,7	0,9	9	28	-9	Danemark	45,6	0,7	3	0	0
Danemark	51,8	0,8	3	2	1	Turquie	40,5	0,6	9	34	-26
Inde	43,9	0,7	9	19	4	Portugal	37,7	0,6	5	0	-6
Total pays ci-dessus ^b	5 526,6	89,7	-	-	-	Total pays ci-dessus ^b	5 416,8	84,1	-	-	-
Monde^a	6 162,9	100,0	6	13	-4	Monde^a	6 438,8	100,0	7	13	-4

a Les importations définitives s'entendent des importations moins les réexportations.

b Y compris d'importantes réexportations ou importations pour la réexportation.

Tableau II.2 de l'Appendice
Commerce mondial de marchandises (non compris les échanges intra-UE): principaux exportateurs et importateurs en 2001
(en milliards de dollars et en pourcentage)

Exportateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en pourcentage			Importateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en pourcentage		
			1990-2000	2 000	2 001				1990-2000	2000	2001
Union européenne (15)	872,5	18,4	8	7	0	États-Unis	1 180,5	23,5	9	19	-6
États-Unis	730,9	15,4	7	11	-7	Union européenne (15)	914,0	18,2	4	15	-4
Japon	404,7	8,5	5	14	-16	Japon	350,1	7,0	5	22	-8
Chine	266,7	5,6	15	28	7	Chine	243,6	4,9	16	36	8
Canada	262,2	5,5	8	16	-5	Canada	228,3	4,5	7	11	-7
Hong Kong, Chine	190,7	4,0	9	16	-6	Hong Kong, Chine	202,3	4,0	10	18	-6
exportations de produits nationaux	20,0	0,4	-2	5	-15	importations définitives	31,5	0,6	1	22	-10
réexportations	170,7	3,6	13	18	-5	Mexique	176,2				
Mexique	158,5	3,3	15	22	-5	Corée, Rép. de	141,1	3,5	15	23	-4
Corée, Rép. de	150,7	3,2	10	20	-13	Singapour	116,0	2,8	9	34	-12
Taipei chinois	122,9	2,6	8	22	-17	importations définitives	60,4	2,3	8	21	-14
Singapour	121,7	2,6	10	20	-12	Taipei chinois	107,2	1,2	16	26	-20
exportations de produits nationaux	66,1	1,4	9	15	-16			2,1	10	26	-23
réexportations	55,6	1,2	13	28	-6						
Fédération de Russie	103,2	2,2	...	39	-2	Suisse	84,1	1,7	2	5	1
Malaisie	88,5	1,9	13	16	-10	Malaisie	74,4	1,5	11	27	-10
Suisse	82,1	1,7	3	2	1	Australie	63,9	1,3	6	3	-11
Arabie saoudite	68,2	1,4	6	53	-12	Thaïlande	60,2	1,2	6	23	-3
Thaïlande	64,2	1,4	12	18	-7	B Brésil	58,3	1,2	10	13	0
Australie	63,4	1,3	5	14	-1	Fédération de Russie	53,5	1,1	...	13	19
B Brésil	58,2	1,2	6	15	6	Inde	50,5	1,0	8	10	-2
Norvège	57,9	1,2	6	32	-3	Pologne	50,0	1,0	16	7	2
Indonésie	56,7	1,2	9	28	-9	Turquie	40,5	0,8	9	34	-26
Inde	43,9	0,9	9	19	4	Émirats arabes unis	36,6	0,7		3	12
Émirats arabes unis	42,9	0,9	8	28	-2	République tchèque	36,5	0,7	...	14	14
Pologne	35,5	0,7	8	15	12	Israël	35,1	0,7	9	14	-7
Philippines	33,6	0,7	17	9	-16	Hongrie	33,9	0,7	11	15	6
République tchèque	33,4	0,7	...	10	15	Norvège	32,4	0,6	2	1	-6
Turquie	31,2	0,7	8	4	12	Arabie saoudite	32,1	0,6		8	6
Hongrie	30,8	0,6	9	12	10	Philippines	31,4	0,6	10	4	-7
Afrique du Sud	29,3	0,6	3	12	-2	Indonésie	31,2	0,6	4	40	-7
Israël	29,0	0,6	10	22	-8	Afrique du Sud	28,7	0,6	5	11	-3
Venezuela	28,6	0,6	6	58	-10	Argentine	20,3	0,4	20	-1	-19
Argentine	26,7	0,6	8	13	1	Venezuela	18,8	0,4	8	15	16
Total pays ci-dessus ^a	4 449,2	93,8	-	-	-	Total pays ci-dessus ^b	4 531,4	90,3	-	-	-
Monde (non compris les échanges intra-UE)^b	4 745,5	100,0	7	17	-5	Monde (non compris les échanges intra-UE)^b	5 017,3	100,0	17	-5	

a Les importations définitives s'entendent des importations moins les réexportations.
b Y compris d'importantes réexportations ou importations pour la réexportation.

Tableau II.3 de l'Appendice

Principaux exportateurs et importateurs de services commerciaux en 2001

(en milliards de dollars et en pourcentage)

Exportateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en pourcentage			Importateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en pourcentage		
			1990-2000	2000	2001				1990-2000	2000	2001
États-Unis	262,9	18,3	7	9	-3	États-Unis	187,6	13,1	7	16	-7
Royaume-Uni	108,3	7,5	8	3	-6	Allemagne	128,5	9,0	5	-3	-3
Allemagne	79,8	5,5	5	-3	-1	Japon	106,7	7,5	3	1	-8
France	79,0	5,5	2	-1	-3	Royaume-Uni	88,5	6,2	8	2	-5
Japon	63,3	4,4	5	13	-7	France	60,0	4,2	2	-3	-2
Italie	59,5	4,1	1	-4	7	Italie	58,5	4,1	2	-2	6
Espagne	56,7	3,9	7	0	7	Pays-Bas	52,3	3,7	6	3	1
Pays-Bas	50,9	3,5	6	-2	-1	Canada	39,6	2,8	4	7	-4
Hong Kong, Chine	43,0	3,0	9	13	2	Belgique-Luxembourg	38,9	2,7	5	5	2
Belgique-Luxembourg	42,6	3,0	6	5	0	Chine	36,4	2,5	24	16	2
Canada	34,7	2,4	7	7	-5	Irlande	33,6	2,4	19	8	17
Chine	31,0	2,2	18	15	3	Corée, Rép. de	32,6	2,3	13	23	-1
Autriche	30,0	2,1	3	-3	0	Espagne	32,2	2,3	7	2	5
Corée, Rép. de	28,4	2,0	12	12	-2	Autriche	29,0	2,0	8	-1	0
Singapour	26,4	1,8	8	13	-2	Inde	23,7	1,7	13	15	21
Suisse	25,9	1,8	4	0	-1	Taipei chinois	23,6	1,7	6	10	-8
Danemark	22,8	1,6	5	21	12	Hong Kong, Chine	22,9	1,6	8	2	0
Suède	20,8	1,4	4	2	4	Suède	22,7	1,6	3	4	-3
Taipei chinois	20,8	1,4	11	18	3	Fédération de Russie	20,5	1,4	4	30	18
Inde	20,1	1,4	14	26	14	Singapour	20,0	1,4	10	13	-6
Grèce	19,7	1,4	11	17	3	Danemark	19,0	1,3	6	18	6
Irlande	19,2	1,3	18	8	15	Émirats arabes unis	18,3	1,3	10
Australie	15,9	1,1	6	5	-11	Mexique	17,0	1,2	5	19	1
Norvège	15,6	1,1	2	8	4	Australie	16,4	1,1	3	-2	-7
Turquie	14,8	1,0	9	19	-23	Malaisie	16,3	1,1	12	13	-2
Malaisie	13,6	0,9	14	15	0	Thaïlande	15,9	1,1	10	14	4
Thaïlande	12,8	0,9	8	-5	-7	Brésil	15,8	1,1	9	19	0
Mexique	12,6	0,9	7	17	-7	Suisse	15,5	1,1	3	-1	1
Pologne	12,0	0,8	12	25	16	Norvège	15,1	1,1	2	-1	4
Israël	11,3	0,8	12	32	-21	Indonésie	14,4	1,0	10	30	...
Total pays ci-dessus	1 254,0	87,2	-	-	-	Total pays ci-dessus	1 221,6	85,3	-	-	-
Monde	1 440,0	100,0	6	6	-1	Monde	1 430,0	100,0	6	6	-1

Note: Les chiffres concernant un certain nombre de pays et de territoires sont des estimations du Secrétariat. Les variations annuelles en pourcentage et les classements sont affectés par des ruptures de continuité dans les séries dans le cas d'un grand nombre d'économies.

Tableau II.4 de l'Appendice
Variations sur le long terme de la structure par produit des exportations de marchandises
des pays en développement, 1968-1970 et 1998-2000
(Part en pourcentage)

	Produits primaires		Produits manufacturés	
	1968-1970	1998-2000	1968-1970	1998-2000
Amérique latine				
Antigua-et-Barbuda	75	26	23	75
Antilles néerlandaises	95	93	5	6
Argentine	87	66	13	33
Barbade	76	47	23	52
Belize	92	82	7	17
Bolivie	99	62	1	31
Brésil	89	43	10	55
Chili	96	81	4	16
Colombie	91	69	9	31
Costa Rica	81	38	19	62
Cuba	99	76	1	3
Dominique	91	44	7	56
El Salvador	69	51	31	48
Équateur	98	91	2	9
Grenade	99	64	1	34
Guatemala	74	67	25	33
Guyana	95	...	5	...
Haïti	71	12	28	87
Honduras	92	72	8	27
Jamaïque	92	80	8	20
Martinique	96	...	4	...
Mexique	74	15	26	85
Montserrat	98	77	2	22
Nicaragua	88	87	12	7
Panama	97	83	3	17
Paraguay	91	84	9	16
Pérou	99	64	1	18
République dominicaine	96	8	3	83
Sainte-Lucie	95	74	4	26
Saint-Kitts-et-Nevis	85	30	15	70
Saint-Vincent-et-les Grenadines	94	80	1	20
Suriname	85	91	15	3
Trinité-et-Tobago	87	63	13	37
Uruguay	80	60	20	39
Venezuela	99	87	1	13
Afrique				
Algérie	93	98	7	2
Angola	77	100	23	0
Bénin	91	95	9	4
Burkina Faso	96	79	4	17
Burundi	96	83	3	0
Cameroun	92	90	8	6
Cap-Vert	...	14	...	82
Comores	65	83	35	7
Congo	65	96	35	0
Côte d'Ivoire	94	81	6	18
Égypte	73	56	27	41
Gabon	92	96	8	0
Gambie	98	81	1	19
Ghana	98	68	1	14
Guinée	...	57	...	25
Guinée-Bissau	97	98	3	0
Kenya	88	77	12	22
Libéria	97	100	2	0
Libye	100	87	0	0
Madagascar	92	28	8	72
Malawi	92	87	7	0

	Produits primaires		Produits manufacturés	
	1968-1970	1998-2000	1968-1970	1998-2000
Mali	95	94	4	0
Maroc	91	35	9	65
Maurice	98	24	1	76
Mauritanie	98	100	2	0
Mozambique	93	90	7	10
Niger	96	74	3	26
Nigéria	97	99	2	1
Ouganda	99	92	1	4
Rép. centrafricaine	51	88	49	0
Rép. dém. du Congo	93	96	7	0
Rwanda	99	59	0	41
Sénégal	85	45	15	55
Seychelles	96	100	4	0
Sierra Leone	55	16	45	84
Somalie	96	...	4	...
Soudan	100	84	0	9
Tanzanie	87	79	13	18
Tchad	97	95	2	5
Togo	92	50	8	50
Tunisie	80	20	19	80
Union douanière de l'Afrique australe	64	37	32	54
Zambie	100	100	0	0
Zimbabwe	63	72	30	27
Moyen-Orient				
Arabie saoudite	100	88	0	12
Bahreïn	83	62	17	38
Chypre	84	57	14	42
Émirats arabes unis	98	77	2	20
Iran	96	91	4	9
Iraq	99	96	1	0
Israël	29	7	70	93
Jordanie	81	36	19	64
Koweït	95	91	5	9
Liban	44	23	56	75
Oman	100	79	0	20
Qatar	100	89	0	11
Syrie	88	89	12	5
Asie				
Afghanistan	91	...	9	...
Bangladesh	50	9	46	91
Brunéi	97	89	3	11
Cambodge	99	28	1	71
Chine	52	12	42	88
Corée, Rép. de	24	9	76	89
Fidji	89	53	8	47
Hong Kong, Chine	8	5	92	94
Îles Salomon	98	...	0	...
Inde	47	20	52	78
Indonésie	98	42	1	52
Macao	14	3	86	97
Malaisie	93	19	6	80
Maldives	...	57	...	43
Mongolie	...	58	...	42
Myanmar	97	56	3	44
Népal	82	9	18	69
Pakistan	46	15	54	84
Papouasie-Nouvelle-Guinée	95	97	5	3
Philippines	92	8	7	74
Rép. dém. populaire lao	89	51	11	47
Samoa	93	97	2	3
Singapour	72	13	25	85
Sri Lanka	98	24	1	75

	Produits primaires		Produits manufacturés	
	1968-1970	1998-2000	1968-1970	1998-2000
Taipei chinois	35	5	64	95
Thaïlande	90	23	5	74
Tonga	98	96	1	4
Vanuatu	99	88	1	0
Viet Nam	...	48	...	52

Sources: Base de données Comtrade des Nations Unies, indicateurs du développement mondial 2001 du FMI, rapports par pays du FMI, rapports par pays de l'EIU et statistiques nationales.